



Le GAMP
Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places
pour personnes handicapées de grande dépendance

TRANSPORTS SCOLAIRES

Communiqué du GAMP à destination des politiques

14.10.2022

Depuis le 29 août 2022, jour de la rentrée scolaire, des centaines d'enfants de l'enseignement spécialisé n'ont plus accès au service de transport scolaire de la COCOF.

Nous avons à plusieurs reprises interpellé les parlementaires et la COCOF à ce sujet, sans qu'aucune réponse ni aucune solution pérenne ne nous soit proposée à ce jour. **Pire, les chiffres annoncés par Mr Rudi Vervoort lors de la séance plénière du 30 septembre sont bien loin de représenter la réalité de terrain.** En effet, la COCOF a repris dans ses chiffres les solutions temporaires trouvées par les écoles, qui ne pourront plus assurer les dépenses engendrées à partir de la Toussaint. De ces chiffres sont également décomptées toutes les solutions bricolées qui ne conviennent ni aux enfants ni aux parents concernés : Taxibus qui ne passent pas ou avec des heures de retard, transports en commun qui accentuent les problèmes de comportements des enfants autistes... Nous ne pouvons de ce fait pas cautionner les propos entendus de la part de M. le Ministre, ni en valider les chiffres. Nous ne pouvons pas non plus accepter que la situation ne soit pas réglée avant le printemps 2023. **Nous sommes dans une situation d'urgence.**

La détresse des personnes concernées est bien réelle. Les bus qui ne passent pas, les circuits trop longs ou inexistant, les annulations de dernières minutes mettent chaque jour en péril les vies professionnelles et personnelles de centaines de familles qui paient le prix de l'inertie de la COCOF et du silence politique.

Le GAMP œuvre depuis des semaines pour tenter de faire bouger les choses : mobilisation des médias, rencontre avec les parlementaires le 30 septembre 2022, pétition en ligne qui a rassemblé près de 5000 personnes, forte communication sur les réseaux sociaux. Il ne semble hélas pas que nous soyons réellement entendus sur cette problématique.

À deux semaines des vacances de la Toussaint, la situation devient dramatique. Les nombreux témoignages récoltés via notre questionnaire en ligne reflètent **le désespoir des familles qui appellent à l'aide, qui ne peuvent plus travailler, qui n'ont plus d'autre choix que de déscolariser leur enfant.** En voici un exemple.

« Je suis maman d'un enfant autiste inscrit dans l'enseignement spécialisé mais en classe inclusive. Nous avons des transports intermittents depuis le début de l'année. La plupart du temps, nous attendons sur le trottoir pendant plus de 30 minutes pour constater qu'il ne passe pas. Ce qui nous oblige au dernier moment à demander des congés ou des jours de repos pour permettre à notre enfant d'aller à l'école. Si nous avons de la chance l'assistante du bus nous envoie 10 minutes avant le rendez-vous un message pour nous informer que le transport ne passe pas. L'assistante n'est pas informée à l'avance et elle n'a aucune explication du chauffeur. Nous sommes épuisés et ne pouvons absolument pas continuer ainsi. Je tiens également à vous informer que les horaires d'entrée sont de



Le GAMP
Groupe d'Action qui dénonce le Manque de Places
pour personnes handicapées de grande dépendance

8h45 pour l'entrée à l'école et de 15h00 pour la sortie car ils n'ont pas droit à une garderie comme tous les autres enfants de l'école. »

La communication, lorsqu'elle existe, est désastreuse : les groupes Whatsapp initiés par la COCOF sont vides et la communication se fait à sens unique, le ton des mails est condescendant, le call-center inefficace ne propose aucune solution et, la plupart du temps, une absence de réponse qui laisse les parents complètement désespérés.

Selon l'article. 22ter de la Constitution Belge, « Chaque personne en situation de handicap a le droit à une pleine inclusion dans la société, y compris le droit à des aménagements raisonnables ». **Les bus scolaires sont un aménagement raisonnable pour des enfants dont l'école est souvent à des kilomètres de leur domicile à cause du manque de choix de l'établissement.** L'accès à l'éducation pour ces enfants passe aussi par le transport scolaire, qui est un droit que l'on ne peut pas bafouer avec comme seules excuses les pénuries de chauffeurs, le Covid ou la crise du carburant.

Nous n'accepterons plus les excuses ni les pardons alors que **la santé mentale des enfants et des parents est mise en péril** après plus d'un mois à se battre et à faire un véritable travail d'équilibriste afin de pallier les manquements de l'administration.

Nous réclamons dès lors une entrevue avec Monsieur Vervoort avant la fin du mois d'octobre, ainsi que des bus et des circuits fonctionnels le plus rapidement possible afin que les enfants en situation de handicap ne soient plus les laissés pour compte de la société.